

Impôt sur le revenu

Il y a tout juste deux étés, le gouvernement supprimait le programme Perspectives-Jeunesse en disant ne plus intervenir dans la création d'emplois pour les jeunes du pays et laisser ce soin au secteur privé. Le chômage des jeunes a donc atteint cet été de très fortes proportions.

Pas plus tard que le mardi 15 novembre, en réponse à une question posée à la Chambre, le premier ministre a dit que le Parlement allait être saisi dans le bill C-11 de mesures visant à accroître la productivité au pays et que, d'une façon ou d'une autre, il nous fallait accroître notre productivité. Il a également déclaré qu'il nous faudra pour cela accorder des allègements fiscaux, et que cet accroissement de la productivité allait créer beaucoup d'emplois. Quelles sont donc ces mesures qui, selon le gouvernement, permettront d'accroître la productivité au pays?

Le premier ministre et les membres de son cabinet ont dit que le bill C-11 allait distribuer 1.2 milliard de dollars pour stimuler la productivité des sociétés industrielles et ont dit espérer que cette productivité accrue allait créer des emplois. Or, rien n'indique que les concessions fiscales consenties dans le passé au secteur privé aient créé des emplois capables de résoudre notre grave crise du chômage.

● (2112)

Le gouvernement sait très bien que nous devons créer 2.5 millions d'emplois d'ici dix ans et si l'on tient compte des 1.5 million de Canadiens qui sont maintenant sans travail, cela veut dire que nous devons créer 4 millions d'emplois au cours des dix prochaines années. Pourtant, d'après les prévisions des experts, tous les programmes importants d'immobilisations qui existent actuellement au Canada, comme le projet des sables bitumineux de l'Athabasca, le projet de la Baie James et le programme de pipe-line, ne peuvent créer qu'environ trois millions d'emplois. Il manquera donc environ un million d'emplois dans dix ans. Le gouvernement a-t-il mis au point une stratégie économique quelconque pour résoudre le problème? A-t-il élaboré une stratégie économique nationale pour relancer l'économie? Il n'en a rien fait.

Depuis mon adhésion au NPD et depuis bien avant, mon parti préconise une planification économique nationale. Nous soutenons depuis longtemps que le gouvernement canadien doit planifier. Mais les députés libéraux et conservateurs ont toujours considéré la planification économique comme un épouvantail communiste. Selon eux, les communistes sont les seuls à planifier et dès qu'on commence à parler de planification économique, ils se disent: «Voilà encore les révisionnistes communistes.» Ils semblent n'avoir qu'une solution à proposer pour résoudre le problème, soit la libre entreprise. De fait, ils utilisent cette expression un peu comme Aladin se servait de sa lampe. Ils pensent que s'ils répètent les mots «libre entreprise» assez souvent, tous nos problèmes économiques disparaîtront. Mais rien ne disparaît. Le problème du chômage ne disparaît pas et c'est malheureux.

En décembre 1975, dans son entretien avec Bruce Phillips, le premier ministre a reconnu la principale source du problème quand il a dit que le système de libre entreprise était en train d'échouer. En réalité, il disait que le gouvernement devrait participer davantage à l'économie. Cela a entraîné toute une réaction chez les media d'information, la Chambre de commerce du Canada, l'Association des manufacturiers canadiens et le parti conservateur. On aurait pu croire que le ciel s'effondrait quand le premier ministre a dit que le système de

la libre entreprise était en train de nous laisser tomber. Le premier ministre et ses acolytes ont vite changé d'avis quand ils se sont rendu compte de la réaction. Le premier ministre avait compris le noyau du problème, mais il a ensuite fait volte-face.

Mme Pigott: C'est le gouvernement qui nous a laissés tomber.

M. Rodriguez: Le gouvernement et l'opposition officielle sont tous deux pour la libre entreprise et tous deux manquent à leurs devoirs envers le pays.

M. Alexander: C'est pourquoi vous n'avez que 16 sièges.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: On sait toujours quand on a touché le point sensible. Voilà bien les défenseurs de la libre entreprise.

M. Martin: Le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) me permettrait-il de lui poser une question?

M. Rodriguez: J'apprécie toujours les questions que me posent les députés d'en face. Si le député désire me poser une question, qu'il le fasse.

M. Martin: Compte tenu des commentaires du député sur la libre entreprise—il semble nous blâmer nous et l'opposition officielle d'appuyer ce système—je voudrais lui demander s'il s'oppose catégoriquement à toutes les formes de libre entreprise.

M. Rodriguez: Je répondrai à cette question avec grand plaisir, et tout au long de mon intervention de ce soir, je vais exposer au ministre la solution socialiste.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: La solution à opposer au système laxiste de la libre entreprise.

Une voix: Épargnez-nous ce discours!

M. Rodriguez: Ils pourront dire ce qu'ils voudront, monsieur l'Orateur, mais le fait est qu'ils ont tout donné au secteur privé. Que pouvons-nous lui donner de plus? Ils lui ont accordé des concessions fiscales, ils lui ont donné des subventions et toutes sortes d'avantage, mais où sont les emplois? Qu'on réponde à cette question!

Maintenant, je vais vous présenter la solution socialiste. Voici le bill C-11 qui accorde d'autres concessions. Voici un cadeau de 1.2 milliard de dollars aux sociétés. Sur quelle analyse de l'économie s'est-on basé? Se fonde-t-on sur une stratégie, a-t-on fait une analyse, secteur par secteur, de l'économie pour voir ce qui cloche dans celui des mines ou celui de la fabrication? Les ministres ont-ils délimité ces secteurs et les a-t-on examinés? Le mini-budget présenté dans le bill C-11 a-t-il été conçu en fonction de ce genre d'analyse? Non, il n'en est rien. Ils se sont lancés à l'aveuglette simplement pour regagner la faveur électorale des sociétés. Il y aura une élection au printemps prochain, alors leurs quêteurs doivent aller chercher de l'argent auprès des sociétés.

Le ministre des Postes (M. Blais) est allé en tournée dans le nord de l'Ontario. On lui a confié la tâche de reprendre trois sièges aux néo-démocrates. Ils l'ont envoyé chez l'INCO et la Falconbridge, mais curieusement personne ne l'avait prévenu qu'en raison de leurs difficultés financières elles ne pouvaient pas lui donner grand-chose. Ce que ce bill va faire, c'est encore une fois accorder 1.2 milliard de dollars aux sociétés sans